## administration sociale

- · discours de clôture
- table tonde pur admisociale Fundação Chidar o Fundação
- Fundação Cuidar o Futuros riação

em Lisboa

STUNDAÇÃO STUTURO

CUIDAR E

24 janu, 775

\* SOST

## PRIMEIRA MINISTRA Fundação Cuidar o Futuro

TABLE RONDE SUR ADMINISTRATION SOCIALE:
DISCOURS DE CLOTURE DE MADAME LE MINISTRE DES AFFAIRES SOCIALES, MARIA DE
LOURDES PINTASILGO, LE 24 JANVIER 1975.

Monsieur le représentant du Secrétaire Général des Nations Unies, Messieurs les experts, Messieurs les représentants de l'Organisa tion Mondiale de la Santé, mes collègues dans le Gouvernement, mes collaborateurs et amis:

Aujourd'hui au Portugal tout se fait dans un climat d'improvisation apparente. Tout semble se décider au dernier moment. qui se passe, en fait, c'est que tout est en jeu dans le processus révolutionnaire qui multiplie à l'infini le nombre de déci sions requises. Il en a été de même avec l'organisation de cette Table Ronde. Peut-être les délait pris pour répondre aux télégrammes et aux coups de téléphone de Genève donnaient-ils aussi l'apparence de l'improvisation... Je remarque, cependant, en écoutant tout ce que vous venez de dire ainsi que la lecture du préambule des conclusions finales, que l'improvisation n'a pas empêché, bien au contraire, de toucher le fond des questions. On le comprend bien, d'ailleurs, par une raison structurelle ainsi que par des raisons découlant des circonstances concrètes. En ef fet, la révolution ne permet pas de longues réfléxions ni des étu des étoffées - elle doit capitalyser sur tout ce que la pensée a vait mûri jusqu'au moment du grand changement. La période révolutionnaire est, ainsi, par nature, spontanéiste. Ce caractère ad hoc est plus net dans un peuple tel que le peuple portugais où l'on trouve les bienfaits et les ennuis qui caractérisent la réponse rapide aux événements, où le présent senti et vécu compte beaucoup plus que le futur planifié à long-terme.

Le thème que nous avons travaillé pendant cette Table Ronde est d'une importance capitale dans mon pays. Je pense que dans cet te époque de transition, l'administration publique – et en particulier dans le domaine de la politique sociale - joue un rôle indispensable pour essayer de conduire d'une façon aussi effica ce, aussi rapide que possible la révolution entamée par les Forces Armées. Car cette révolution ne deviendra complètement vraie que quand tout le peuple sera vraiment agent, auteur, bâtisseur de cette révolution.

A travers tous les processus de restructuration de l'administra tion publique, il y a un changement radical à opérer et dont les agents ne peuvent être que les fonctionnaires publiques eux-mêmes. De "serviteurs de l'État", il faut qu'ils deviennent "serviteurs du peuple". En effet, qui est l'État? Est-il cette fi gure vague, abstraite, sans contours, sans visage homain qui amenait à des loyautés telles que maintenant quelques uns sont sa crifiés à des loyautés passées? Est-il un appareil tout-puis sant absorbant toutes les énérgies, uniformisant toutes les ini titatives, exigeant que l'on passe à travers tous ses réseaux pour rendre valables les décisions les plus quotidiennes? Nous avons trop contile gigantisme de l'Etat (il faut se rapeller que le Portugal a plus de 300.000 fonctionnaires et qu'il dépense avec son propre maintien plus de 15% du budget national :) pour vouloir le maintenir ou l'élargir indéfiniment. Car il a beau se réformer continuellement ou se révolter surnoisement, l'appa reil de l'État devient toujours un instrument dévoué des pouvoirs établis. Or la révolution portugaise a été faite pour rendre au peuple son pouvoir de décision à tous les échelons où se bâtit sa vie quotidienne.

Le futur qui est devant nous est un futur où chacun d'entre nous (et sûrement ceux qui sont dans l'administration sociale) se veut surtout serviteur du peuple. Cette affirmation amène des conséquences importantes qui sont présentes dans nos résolutions et dont la moindre n'est pas celle de considérer, en fait, que l'administration n'a de sens que dans h mesure où elle produit des services, que dans la mesure où, immédiatement, aussi rapidement que possible, elle produit non des papiers mais des bénéfices directs pour la population. Toute réforme structurelle et institu-

SUNDAÇÃO PUTURO SE CUIDAR

tionnelle indispensable à ce moment - et dans laquelle nous sommes tout à fait pris - doit être subordonnée à cette première obligation: rendre au peuple la satisfaction de ses droits sociaux, dans les délais normaux pour chacun de ces droits. Ceci sera vraiment und révolution. J'espère que dans tous les domaines, plus particulièrement dans le domaine de la politique sociale, nous ar riverons bientôt au moment où nous serons tous d'accord dans la pratique à cet égard: ou bien les bénéfices se sentent immédiatement ou bien ils n'existent pas. Voilà: ou bien on fait l'option que l'on est serviteur du peuple, plutôt que d'être serviteur de l'État ou d'autres puissances quelconques, ou bien on est dans un leurre et l'on entraîne les autres dans ce leurre.

Je suis très reconnaissante à nos hôtes étrangers d'avoir compris qu'il y a cette volonté de la part de nos fonctionnaires, experts et collaborateurs. Je suis aussi très, très reconnaissante aux collaborateurs de mon pays qui ont été ici et qui ont vraiment com pris l'enjeu de cette Table Ronde, en se donnant l'effort de préparer des papiers, de fouiller des chiffres, de fournir un contenu réel à leur contribution. Par des gestes pareils se mesure l'efficacité et l'immédiateté. Le service du peuple passe par une honnêteté et une technicalité dans la façon de faire, qui est extrêmement importante. Sans un tel esprit on reste dans le "baratin" trop facile, dans les démagogies aboutissant à court-terme au nivellement par la médiocrité et à long-terme à la paralysie de toute intitiative créatrice.

Naturellement cette optique implique aussi une nouvelle définition des corps professionels qui sont engagés dans la réalisation de la politique sociale: au niveau du service social, au niveau du corps médical, au niveau des techniciens, des économistes, en som me de tous les corps frofessionnels qui sont liés à la prestation des services sociaux. On a à refaire l'orientation de toute l'op tique où ils se situent. On a beau parler d'efforts inter-disciplinaires, ils ne sont réels que dans la mesure où chacun refait son propre chemin, c'est-à-dire où, à partir de sa propre expertise, on est capble d'arriver à ce "magma" fondamental où nous tous pouvons puiser les mêmes ressources et entamer un dialogue qui est au-delà de la compétence spécifique que nous avons. Je crois que

la présence de nos hôtes étrangers nous a beaucoup aidés à reconnaître qu'à partir d'un domaine donné très concret, spécifique et délimité, on peut "voyager" dans beaucoup de domaines et trouver des voies, des carrefours, et donc des rencontres possibles.

Une deuxième question se pose à l'administration publique et, en particulier, à l'administration sociale. Au moment où le Gouvernement déborde de travail avec un poids législatif qui lui est im posé par l'absence d'un véritable siège du pouvoir législatif, à ce moment même, il faut que le peuple bien concret, avec des caractéristiques anthropologiques et sociologiques bien nettes, il faut que le peuple ait la primauté dans ces décisions. Et comment? En étant très lucide sur la distinction entre pays réel et pays légal. Il y a ces deux réalités et il faut savoir si l'administration, si nous tous, nous sommes au service du pays réel, c'est-à-dire, si nous montons la machine administrative et si nous prenons des déci sions nettement au service de l'homme, donc du pays réel, ou bien au service d'une idée, d'une idéologie de quelque chose qui plane au-dessus des hommes et qui parfois ne jauche pas leur réalité.

Nous dépassons ainsi et du même coup les concepts de législation plus ou moins révolutionnaire. La législation dont le Portugal a besoin est celle qui est capable de prendre acte de la réalité en rendant cette réalité la norme de son propre devenir. Face aux changements que nous sommes en train de vivre, toute législation est rapidement dépassée, les arrêtés de loi semblent contredire ceux qui les ont précédé. Ceci traduit le souci du Gouvernement d'adapter le pays légal au pays réel, de subordonner les lois à la volonté du peuple.

Un trait me semble très important dans ce pays réel et si j'en par le c'est qu'il m'apparaît comme un soutien indispensable de toute politique sociale nouvelle. Je pense à ce qu'Ivan Illich a appelé la conviviabilité et qui correspond à une expression très authentique de la langue et, donc, de l'anthropologie portugaise. Cette coviviabilité ne peut être soudainement déplacée par des forces brutales qui viendraient la briser. Elle ne peut pas, ne doit pas non plus être remplacée par le déclenchement d'idéologies toutes faites ni par les formules faciles et monotones des expériences

déjà connues. Au contraire, à mon avis, cette conviviabilité reste le seul fond sociologique véritable où peuvent venir se greffer les lois et les mouvements, les initiatives et les changements, requis par le processus révolutionnaire. La réussite ou l'échec de cette greffe diront, plus que des analyses trop fouillées, ce qui est authentiquement "reçu" par le peuple portugais et ce qui ne l'est pas.

Si le Portugal réussit à maintenir et à renforcer cette conviviabili té, je crois qu'il pourra ouvrir une voie originale dans la politique sociale. Je ne veux pas faire d'un pays une "réserve" spéciale où les autres viennent prendre quelque chose, mais j'ose dire que ce pays devrait être capable de développer sa technicalité au sein de ses qualités de conviviabilité qui existent surtout dans les milieux les plus populaires. Si c'est toujours dans la racine du peuple que l'on peut puiser la vérité de chaque nation, notre politique sociale devra naître aussi de cette racine fondamentale.

En parlant d'un pays légal par rapport à un pays réel, je crois que nous pouvons en dégager d'autres conclusions, dont une me semble par ticulièrement importante. Ce qui importe n'est pas tellement de fai re des lois, mais de préciser où se prennent les décisions. Dans la complexité immense de notre situation il ne s'agit pas de mettre sur le papier des aspects normatifs par rapport à tout; il s'agit surtout de mettre sur le papier quelques buts fondamentaux et, en fait, de définir ces quelques buts dans le temps et l'espace: où doiventéils être réalisés? Où sont les noeuds du pouvoir de décision? Où est la prise de décision? Quels sont <u>les délais prévus</u> pour chaque but? Ceci semble lain de la politique sociale mais, il s'agit en fait, de points-clés pour la politique sociale qui se veut efficace.

J'aimerais reprendre un autre aspect que j'ai remarqué pendant la Table Ronde: je crois qu'on a un peu basculé tout le temps entre, d'un côté, des approches globales et, de l'autre côté, des approches très concrètes et très spécifiques. C'est évident que la politique sociale a des buts très, très spécifiques - c'est un secteur comme un autre. Mais elle est aussi l'enveloppe d'une réalité sociale. D'où ce balancement entre le spécifique et le concret, d'un côté, le global et l'enveloppant, de l'autre côté. Il s'agit d'une tension,

d'une dialéctique que nous rencontrons toujours, pas seulement dans une Table Ronde comme celle-ci, mais dans notre pratique quotidienne.

On peut dire que dans un contexte latin et portugais il y a un trait culturel qui risque de prendre comme globalité l'abstrait, le vague, le non-défini - ce qui ôterait à la dialéctique dont je parle sa pos sibilité créatrice. Il me semble, cependant, que nous pouvons distinguer entre la globalité floue - donc vide et sans contenu téel et la globalité qui a une emprise sur la réalité, qui est nourrie par le tissu même de la vie. C'est pourquoi je pense que c'est très important que dans cette Table Ronde nous ayons eu, en même temps, des présentations qui étaient clairement qualitatives et d'autres qui étaient quantitatives. C'était curieux (dans le contexte que je suis en train d'analyser) qu'une des présentations les plus quantitatives nous ait amenés tout droit à des questions qualitatives. Je ne fais que répéter ce qui est une évidence partout dans le monde: il n'y a pas de social vrai qui ne soit affecté de coefficients économiques, il n'y a pas d'économique qui n'ait des répercussions, des motivations et des moyens sociaux. Il s'agit donc d'une interpénétration continuelle de ces Fundação Cuidar o Futuro

Au fond, pourquoi? Parce que tout se tient, la vie n'est pas faite de secteurs différentiés. On peut parler d'une politique sociale en termes très techniques, mais finalement on peut aussi parler d'un plan économique et social en termes très simples, en termes de pain quotidien, en termes de santé, en termes de cette sécurité fondamentale sans laquelle nous n'avons pas de liberté, parce que nous sommes toujours préoccupés par le lendemain, en termes de façonnement de la culture, de dire sa parole, de faire son geste... Voilà des choses qui sont bien quotidiennes et qui sont en fait, finalement très, très simples — on peut donc transformer le langage technique en langage vivant.

Je crois que le <u>moment européen</u> que nous vivons est un moment très spécial qui rend particulièrement important les échanges de vues que nous avons eu ici dans la Table Ronde. En effet, la coopération européenne est très importante pour le processus révolutionnaire où nous sommes engagés. Nous ne voulons pas parcourir le même chemin qu'ont parcouru avant nous les pays hautement industrialisés de l'Est et de l'Ouest. Nous n'avons pas de mépris pour ce chemin, bien au

contaire, nous reconnaissons la valeur des efforts de tout ce qui a été entamé avant nous. Cependant, nous nous rendons compte que les autres pays ont déjà fait la critique de leurs propres démarches et il serait naîf ne pas prendre acte de ces critiques. Mais nous ne voulons pas non plus brûler les étapes. Il y a des étapes qui sont indispensables. Si on prend l'atome, il ne peut pas déployer énergie, il ne peut vraiment devenir source d'énergie que dans la mesure où il atteint une certaine masse critique. Et là où la masse critique est atteinte il y a un saut qui est en même temps quantitatif avec le déploiment d'énergies et qualitatif parce que l'on atteint une nouvelle réalité physique. Avec cette analogie je veux souligner que nous désirons poursuivre notre effort à travers des étapes qui puissent être toutes libératrices d'énergies nouvelles.

D'ailleurs la crise radicale de l'économie en Europe - qui a amené un grand dirigeant politique à dire récemment qu'elle "met en question l'économie en tant que science" - nous oblige à repenser tous les schémas économiques et politiques connus. Peut-être cette crise va-t-elle nous aider - les uns à regarder de plus près le pouvoir corrosif de lours registés de ponsenmetion, les autres à examiner plus profondément le gigantisme étouffant de leurs organisations d'État, et tous à tourner nos têtes vers nos voisins pour nous découvrir solidaires et capables de <u>véritable interdépendance</u>. Peut--être sommes-nous face à une nouvelle naissance de l'Europe, rêvée depuis si longtemps et dont l'échec ne peut pas être séparé, je cros, de la poursuite de buts strictement économiques de coopération.

Je sentais très fortement pendant cette Table Ronde que les rapports des uns et des autres venaient de situations concrètes, mais qu'ils pouvaient immédiatement être traduits dans quelque chose de réel dans une situation tout à fait différente. Voilà ce dont nous avons besoin, nous tous. Je crois, en tant que citoyens européens, que nous avons la possibilité non pas seulement de refaire le continent, mais de "nous refaire" nous-mêmes en traversant rapidement nos frontières - les frontières géographiques et les frontières mentales que nous nous sommes gardées pendant très longtemps, soit au niveau des tempéraments soit au niveau des clichés des régimes politiques. He pense que nous avons pu en eféet "voyager" à travers ces frontières durant toute la Table Ronde.

Je tiens donc, pour finir, à dire combien je suis heureuse que cette

7

réunion - la première de niveau européen faite au Portugal sous les auspices des Nations Unies après le 25 avril - que cette réunion ait, en effet, atteint tous ces buts techniques mais aussi tous ses buts humains et internationaux.

J'aimerais demander que, si possible, Monsieur Hytten en tant que représentant de Monsieur Kurt Waldheim, le Secrétaire Général des Nations Unies, lui fasse part de notre reconnaissance, de notre désir d'une collaboration vraiment nouvelle. Je dois dire que j'ai trouvé une coincidence assez intéréssante quand hier j'ai appris que le Comité des Vingt-quatre, le fameux Comité de la Décolonisation qui s'est occupé pendant des années du Portugal ait décidé de venir tenir sa réunion annuelle au mois de juin au Portugal. Je crois que cette décision est la plus frappante ratification que les Nations Unies font maintenant de la politique déjà réalisée au niveau de la décolonisation du Portugal.

Qu'il me soit permis, dans ce contexte des Nations Unies, de formuler un souhait - que <u>la décolonisation de notre peuple</u>, à <u>l'intérieur</u> <u>de notre pays</u>. puisse se faire aussi vite et d'une façon aussi originale que le processus de décolonisation. Pour atteindre ce but nous comptons sur la collaboration de nos amis de tous les pays, de l'ONU et d'une façon spéciale des pays et organismes européens.

Merci donc de ce fécond début de collaboration. La Table Ronde est ajournée - à reprendre, à un autre moment, sur un autre thème, soit à Lisbonne, soit ailleurs. Au revoir, donc.

